

## « L'obsession de l'antisémitisme », Le Nouvel Observateur, semaine du 22 avril 2004

Jusqu'à récemment le mot d'ordre était «devoir de mémoire». Aujourd'hui, c'est le «devoir de vigilance» contre l'antisémitisme qui semble s'imposer. Si le premier était naturellement prôné par les victimes du génocide et par leurs descendants, en majorité ashkénazes, le second semble davantage porté, quoique non exclusivement, par les juifs originaires d'Afrique du Nord. Faute d'un vrai travail de mémoire sur leur l'exil, lequel s'est trouvé dès lors insuffisamment reconnu comme expérience fondatrice d'un groupe qui a vécu ses propres épreuves, et après avoir partagé par solidarité et par procuration le «devoir de mémoire» de leurs frères ashkénazes, ceux-ci sont désormais sortis du silence pour assumer pleinement et parfois rageusement un urgent «devoir de vigilance».

Dans leur grande majorité, les livres sur l'antisémitisme parus en France depuis la seconde Intifada sont dus à la plume de ces exilés ou de leurs enfants. Tous pensent ainsi éviter le piège où sont tombés les israélites et les immigrés ashkénazes de l'entre-deux-guerres, à qui ils reprochent - peut-être à tort - de n'avoir pas été assez vigilants face au danger. Cet activisme face aux hostilités antijuives dont la France est actuellement le théâtre n'a qu'un objectif en soi honorable: empêcher que ne se répète ce qui a été vécu par les juifs pendant la Seconde Guerre. Reste qu'il se manifeste de manière le plus souvent anarchique, et que s'il est suscité par la peur, il entretient à son tour une vraie paranoïa. Il est devenu aujourd'hui contre-productif et échappe au contrôle de ses initiateurs, lesquels n'avaient probablement pas prévu de tels excès, ni mesuré à quel point cette peur, se greffant sur des traumatismes profonds, la Shoah ou l'exil, pouvait devenir explosive.

Même s'il n'est relayé dans ses formes extrêmes que par une minorité, ce militantisme de la vigilance peut, hélas, se retourner contre les juifs dans leur ensemble, et creuser un peu plus le fossé entre la France et ses citoyens juifs, ces derniers tentés par réaction de cultiver des attitudes d'autodéfense réelle ou imaginaire, dont la principale et la plus spontanée est le repli sur le groupe et la culture de l'entre-soi. Alors même qu'en 2002 seules 2 035 personnes sont effectivement parties pour Israël, l'idée se répand dans certaines franges de la population juive du caractère désormais provisoire de leur séjour en France. Serge Klarsfeld n'allait-il pas jusqu'à dire, dans «le Monde» du 7 janvier, que « la France n'a pas particulièrement besoin des juifs, pas plus que les juifs n'ont besoin de la France»? J'ignore si la France peut se passer des juifs, je sais seulement que les juifs ont besoin de la France, parce qu'ils sont français, et que le soutien inconditionnel de certains à Israël ne les empêche pas de se considérer pleinement français.

Que la résurrection d'un antisémitisme qu'on avait cru disparu suscite désenchantement et colère, on le comprend. Mais pas cet acharnement à traquer derrière chaque mot, chaque geste, derrière chaque critique de la politique israélienne un arrière-fond antisémite. Nous entrons là dans la phase dangereuse de l'intimidation. Une intimidation dont les cibles sont aussi bien la presse, les responsables politiques que les intellectuels. Elisabeth Schemla se félicitait récemment sur son site web de la naissance d'un vrai «lobby juif», capable de se faire entendre des pouvoirs publics. Voilà qui donnera des idées aux antisémites (au cas où ils en manqueraient), ou en créera d'autres.

A supposer qu'il y ait un lobby pro-israélien, où se retrouvent des juifs et des non-juifs, l'idée de «lobby juif» tient en revanche plus du mirage que de la réalité tant les juifs de France et même leurs institutions sont divisés. Là où l'on croit qu'il y a un lobby, il n'y a souvent que désorganisation et des masses excitables à tout moment et qu'on a longtemps manipulées. Alors même que le Crif de Nice réussissait à faire interdire le 19 février dernier, dans la banlieue «sensible» de la ville, deux des trois conférences-débats de Leïla Shahid, représentante de l'Autorité palestinienne en France, sur la situation au Proche-Orient, un haut responsable du Crif à Paris déclarait il y a peu à l'AFP qu'il « refuse la censure et la violence et veut en rester au débat d'idées»... De fait, forte d'une autorité morale que nul ne lui conteste, même lorsqu'on ne partage pas toutes ses idées, dans sa tournée des villes françaises, Leïla Shahid dénonce justement aussi toute velléité de s'en prendre aux Français juifs.

Dans un autre registre, après Tariq Ramadan devenu héros martyr pour un article contestable, c'est le tour de Dieudonné, dont les propos sont certes indignes mais à qui l'on fait décidément trop d'honneur, de porter cette couronne. Dans les deux cas, on n'a pas su s'arrêter à temps. Et désormais, non seulement tout non-juif est soupçonné d'antisémitisme, mais on s'en prend aussi à ces prétendus «mauvais» juifs, dont le seul tort est bien souvent de ne pas adhérer à la politique d'Ariel Sharon. On les boycotte, on les éreinte, on les insulte, on leur intente des procès comme encore récemment à Edgar Morin. «Le Nouvel Observateur», si longtemps harcelé, est bien placé pour en juger. On les accuse d'avoir la haine de soi et, pis encore, de créer de l'antisémitisme. Ce que ferait, nous dit-on, Eyal Sivan dans «Route 181», documentaire réalisé avec Michel Khleifi. Le film n'est pas à l'abri de la critique, et l'on peut en désapprouver le ton, le fil conducteur, telle ou telle séquence. Mais de là à intervenir pour en faire annuler une des deux projections au Centre Pompidou, il y avait une marge. Céder une fois aux pressions, sous le prétexte fallacieux de «risques de trouble à l'ordre public», n'est-ce pas se condamner à céder encore? De telles pratiques sont d'autant plus inadmissibles qu'elles émanent des rangs d'un peuple qui a subi plus que sa part d'autodafés, de censures, d'interdictions. Au lieu de débattre, on choisit d'interdire, et cela au nom d'un sionisme devenu une sorte de vague identité de substitution dans des milieux par ailleurs souvent bien ignorants du judaïsme, des réalités israéliennes, et même du sionisme. C'est dans ce vide qu'enfle la nouvelle fureur de la lutte contre l'antisémitisme. Et c'est dans un vide similaire que germe l'antisémitisme arabo-musulman.

Cette fureur contraint aussi nombre d'entre nous, intellectuels juifs, à l'autocensure. Chaque mot doit être pesé, chaque parole doit viser à conforter les idées reçues. Nous, hier citoyens du monde, nous voici chaque jour plus prisonniers d'un nationalisme étroit qui dessert la cause d'Israël aussi bien que celle des juifs de la diaspora. S'il persiste, notre terrorisme intellectuel se retournera contre nous et nous asphyxiera nous-mêmes. Il y a certainement mieux à faire - promouvoir concrètement le dialogue, œuvrer sur le terrain à la connaissance mutuelle - pour stopper une montée des haines qui hypothèque l'avenir de tous.

Dans une revue de presse en date du 8 mars, le Crif constatait, tout en semblant la déplorer, cette stratégie systématique d'annulation forcée de réunions publiques par laquelle «certains courants» cherchent à empêcher «l'expression d'opinions qu'ils ne partagent pas sur le conflit au Proche-Orient». Et son directeur général, reprenant les propos de Jean Daniel, déclarait dans «Marianne» que «ce

n'est pas en interdisant que l'on résout quoi que ce soit». Le président du Crif lui-même, dans une tribune parue le 23 mars dans «Libération», proclamait l'opposition de son institution «à toute forme de censure». Heure de vérité ou paroles en l'air?